

L'accord-cadre UE détruit une tradition démocratique développée au cours de plusieurs siècles

par Lukas Reimann, conseiller national et président de l'ASIN

Réunissant plusieurs communautés linguistiques et plusieurs religions, la Suisse est une nation fondée sur la volonté de ses habitants. Elle est un Etat fédéral depuis 1848, un parmi 23 au total au niveau mondial et le deuxième plus ancien après les Etats-Unis d'Amérique. L'Etat suisse est organisé selon le principe fédéraliste et se subdivise en trois niveaux politiques – la Confédération, les cantons et les communes. L'accord-cadre impose un quatrième niveau, celui de la bureaucratie UE, qui écraserait la structure étatique suisse dont l'efficacité est pourtant largement prouvée.

Un cadre politique ou, dans le cas concret, un accord-cadre restreint la liberté d'action, l'indépendance et la démocratie. Un cadre impose des limites à toute action politique. La tradition démocratique et libérale suisse serait enchaînée. Mais ce n'est pas tout : ces chaînes seraient constamment resserrées à cause de l'adaptation dite dynamique – donc automatique – au droit UE. Jusqu'à ce que chaque étape devienne une torture.

Cet accord-cadre est un traité d'assujettissement : l'égalité bilatérale des droits et les comités mixtes Suisse-UE à composition équitable pour régler les différends seraient abolis et remplacés par un droit de sanction donné à l'UE, par une jurisprudence étrangère et des juges étrangers. L'utile participation du peuple et des cantons à la politique extérieure serait réduite à un strict minimum. En privant le peuple de ses droits, on met fin à la tradition libérale et démocratique de la Suisse. Ni plus, ni moins. Le peuple n'aurait plus rien à dire. L'avenir de notre pays serait déterminé par des fonctionnaires avides de pouvoir. Ingérence étrangère à la place d'autodétermination !

Pourquoi avons-nous besoin d'un cadre ? Il s'agit, nous dit-on, de former un cadre pour le "rattachement institutionnel de la Suisse", une notion trompeuse qui signifie en réalité l'adhésion de la Suisse à l'UE. Après l'échec du Brexit, l'UE a absolument besoin d'un succès. Enchaînée à l'UE, la Suisse en tant que contributeur net serait évidemment la bienvenue. Il suffit de jeter un regard sur les Etats membres de l'UE pour comprendre ce qui attendrait la Suisse.

Le centralisme UE s'est traduit au fil des ans par un enfer fiscal, un surendettement massif, un déclin économique et une surréglementation inextricable. L'UE est à tel point divisée par les disputes internes qu'elle est incapable d'agir. L'immigration de masse incontrôlée et l'islamisation avec son corollaire, le terrorisme d'islamistes fanatiques, sont les conséquences de la dictature insensée des fonctionnaires UE. Le chômage atteint des sommets et la jeunesse européenne n'a plus guère de perspectives. Le peuple n'a pas voix au chapitre. Comment ose-t-on affirmer qu'il s'agit là d'une perspective d'avenir pour la Suisse ? La Suisse est la preuve vivante que les choses vont mieux sans UE. Elle dépasse largement l'UE dans toutes les statistiques internationales sur la capacité d'innover, la qualité de la vie, l'emploi, la compétitivité, la charge de la dette ou la stabilité – non pas malgré son indépendance, mais à cause de son indépendance !

L'accord-cadre détruirait cette voie vers le succès. Elle ferait de nous les contributeurs nets d'un système pourri. Des droits populaires uniques au monde seraient sacrifiés. Car la démocratie est l'ennemi numéro un de l'élite UE. Il va de soi que nous voulons commercer avec le monde entier – sans que l'UE ne se mêle de nos affaires. Le système d'irresponsabilité organisée pratiquée par l'UE affaiblit l'Europe. Le gaspillage d'argent est encouragé jusqu'à la faillite. Contrairement à la concurrence, un système économique de transfert génère la paresse et le nivellement par le bas. Les performants financent les incapables jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de performants. L'UE affaiblit l'Europe et obstrue l'avenir de la jeunesse européenne. Il faut éviter à tout prix que la Suisse devienne un trophée de l'UE et coule avec elle. Nous ne nous référons pas aux faibles, mais nous nous mesurons aux plus forts du monde.

L'un de grands avantages de l'Europe par rapport aux autres continents résidait dans son extraordinaire diversité et dans la concurrence constructive entre les Etats. Chacun cherchait à rejoindre les meilleurs. Ce sont ces Etats nationaux qui ont construit l'Europe et ils ne l'ont pas fait pour se dissoudre comme un morceau de sucre dans une tasse de thé. Le remplacement des pays européens par un super-Etat UE n'est pas dans l'intérêt des Européens. Il serait grand temps que Bruxelles en tienne compte dans sa politique. L'euro-idéologie acharnée va finir par pousser l'Europe dans l'abîme. Les politiciens UE doivent enfin admettre qu'ils se sont trompés dans leurs calculs. L'accord-cadre est un élément de cet acharnement sur une politique perdante, sur la politique de l'UE. Il n'est certainement pas conforme au modèle à succès suisse.

Un ballon trop gonflé finit par éclater. Il en a toujours été ainsi. L'UE boursoufflée est un modèle de fin de série. Il faut une nouvelle réflexion sur l'avenir de l'Europe. La Suisse peut y apporter une contribution importante – justement parce qu'elle n'est pas membre de l'UE et parce qu'elle ne le sera jamais si cet accord-cadre est abandonné. Tout en poursuivant des relations amicales, la Suisse doit garder, dans l'intérêt de son économie et de ses citoyennes et citoyens, une saine distance par rapport à la bureaucratie UE. Il en va de sa sécurité et de sa stabilité.

Roland Baader a trouvé les mots justes pour qualifier cette situation (cf. le nouveau livre sur l'œuvre de Roland Baader «Das Ende des Papiergeld-Zeitalters – Ein Brevier der Freiheit» (la fin de l'ère de l'argent-papier – un bréviaire de la liberté) paru aux éditions Johannes Müller Bern 2016): *«L'UE politique est la plus grande œuvre de bricolage social réalisée depuis l'instauration de l'Union soviétique. Elle est définie dans un gros pavé appelé Constitution européenne qui, en réalité, invalide toutes les constitutions nationales dans lesquelles les peuples d'Europe ont inscrit leurs droits de la liberté après avoir durement combattu pour les obtenir. Celles et ceux qui, dans un esprit européen, s'inquiètent réellement de la paix en Europe et de la liberté des Européens, doivent combattre avec détermination un projet UE fondé sur la dictature de conseils à la mode communiste»* (traduction de l'allemand).